

LA VIE ECONOMIQUE

- ["Capitalisme populaire", "règles" pour l'islam : ce qu'il faut retenir du Congrès de Macron](#)
- [Edouard Philippe loue la "ténacité" du gouvernement face à "la colère"](#)
- [La baisse des exportations plombe le commerce extérieur français](#)
- [Inégalités : la France gangrenée par le déterminisme social](#)
- [Des REP aux grandes écoles, le succès des prépas « égalité des chances »](#)
- [Pauvreté : la majorité se défend d'avoir reporté le plan à cause de la Coupe du monde](#)

COTISATIONS SECURITE SOCIALE

- [Le nombre d'allocataires de minima sociaux en baisse pour la première fois depuis 2008](#)

FISCALITE

- [Fraude fiscale : le Sénat a voté le desserrement du "verrou de Bercy"](#)

LA VIE DES ENTREPRISES

- [Pour Airbus, 37.390 avions neufs vont être vendus d'ici à 2037](#)
- [Blanchiment, terrorisme : Crédit Mutuel écope d'un blâme et d'un million d'euros d'amende](#)

LA VIE DES DEPARTEMENTS

- [Yvelines. Conflans : 500 emplois espérés avec la nouvelle zone d'activités](#)
- [Vers un été touristique record à Paris ?](#)

Qu'est-ce que Le.Crible ?

Le.Crible se propose de trier, dans l'actualité économique, politique, législative et réglementaire, toute information utile, directe et indirecte, en relation avec le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale.

Outre le suivi de l'actualité, on trouvera dans Le.Crible les projets de textes en débat. Le but étant de pouvoir se forger une opinion en se fondant sur ces projets, sur les commentaires qu'ils suscitent dans toute leur diversité, dans la presse écrite, télévisée, les journaux en ligne, etc.

Une bibliographie est également proposée, qui signale les différentes sorties de livres, là aussi dans un large éventail, sans esprit partisan.

Chaque sujet est systématiquement accompagné d'un lien Internet vers l'article source. Si ce lien est un plus, les sujets sont cependant rédigés de façon à pouvoir être lus sans que le lecteur soit obligé de se référer à la source.

L'équipe de rédaction étant de taille modeste, la couverture de l'actualité ne sera pas exhaustive. Et la formule sera peaufinée au fil des parutions et des réactions des lecteurs qui se manifesteront auprès du mail suivant :
eric.tessier@urssaf.fr

LA VIE ECONOMIQUE

● "Capitalisme populaire", "règles" pour l'islam : ce qu'il faut retenir du Congrès de Macron

Le 09/07/18, le président Macron s'exprimait devant les parlementaires lors de son 2^{ème} discours du Congrès. **Les sujets abordés :**

01)- Si le président a débuté en rappelant **la colère** (« née de la fin des ambitions collectives et de la fin des ambitions personnelles »), il a expliqué que les Français commençaient à voir les premiers fruits de la réforme, que ce soit sur les fiches de paie, sur le marché du travail ou à l'école. Pour lui, d'autres résultats suivront, il faut du temps et de la patience.

02)- Un capitalisme populaire. Pour M. Macron, il faut instaurer un « *capitalisme populaire retrouvé, [avec à la clé un] fléchage de l'épargne [et une] implication directe des salariés dans la réussite de l'entreprise* ». **M. Macron :** « *Je n'aime ni les castes, ni les rentes, ni les privilèges. [...] Mais la création de richesses, l'enrichissement d'une nation sont le socle de tout projet de justice et d'équité. Si on veut partager le gâteau, il faut qu'il y ait un gâteau. Et ce sont les producteurs qui le font, personne d'autre. Il est mensonger de vouloir défendre les salariés, si on ne défend pas les entreprises* ». Avant d'ajouter qu'au travers d'une fiscalité adaptée et compétitive, il voulait libérer l'investissement. Ainsi les investisseurs étrangers qui avaient quitté la France reviendront.

03)- Une taxe sur le chiffre d'affaires des géants de l'Internet sera mise en place.

04)- A la fin de l'année, une « *stratégie ambitieuse pour réduire la pollution de l'air* » sera présentée.

05)- Les inégalités. M. Macron : « *Ce qui s'est installé en France, ce sont les inégalités de destins. Selon l'endroit où vous êtes né, la famille dans laquelle vous avez grandi, l'école que vous avez fréquentée, votre sort est le plus souvent scellé* ». Pour le président, c'est une « *obsession* » et, selon lui, le réel modèle social français sera celui qui s'attaquera « *aux racines profondes des inégalités de destins, qui favorisent insidieusement les uns et défavorisent inexorablement sans que cela s'avoue* ». M. Macron considère que « *le cœur même d'une politique sociale* » est d'aider les gens à sortir de leur condition sociale et non de les aider à mieux y vivre. Pour cela, il faut réformer l'enseignement. Et, cela sera proposé bientôt, une « *réforme profonde de la formation professionnelle et de l'apprentissage* ». Pour M. Macron, c'est « *le combat du siècle* » et il y a, a-t-il déclaré, « *une voie française qui permet de conjuguer en même temps réussite économique et réussite sociale* ».

06)- La construction d'un Etat-providence du XXI^{ème} siècle. 70 ans après, on peut être fier de notre Sécurité sociale, mais le président estime que « *nous devons aussi lucidement regarder en face nos échecs, nos insuffisances, ce qu'il faut améliorer* ». Avant d'expliquer qu'il faut construire l'Etat-providence du XXI^{ème} siècle, « *un Etat-providence émancipateur, universel, efficace, responsabilisant. Couvrant davantage, protégeant mieux, s'appuyant sur les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous. [...] L'Etat-providence du XX^e siècle était conçu pour une société de plein emploi. Dans une société frappée par le chômage de masse, ce sésame a perdu de sa valeur. Notre solidarité est devenue statutaire. Elle ne correspond plus aux règles d'une économie de l'innovation et de la compétence. Nous devons protéger nos citoyens non seulement leur statut ou leur secteur universel, mais de façon universelle* ».

07)- Les retraites. Le président a affirmé que les pensions de réversion ne seraient pas supprimées. « *Rien ne changera pour les retraités d'aujourd'hui* ». Le choix du gouvernement a été de « *refonder un système de retraites juste, unique, transparent, qui viendra progressivement remplacer la quarantaine de régimes existants* ».

08)- L'assurance chômage et les minima sociaux. C'est la même philosophie que pour les retraites qui s'appliquera. **M. Macron :** « *Nous allons transformer notre système de solidarité pour le rendre plus universel et plus responsabilisant, et exiger de chacun qu'il prenne sa part dans la société, à sa mesure* ». Pour lui, il y a nécessité d'un nouveau contrat social, et non « *stigmatisation odieuse qui voudrait voir de l'assistanat chez certains* ».

[Retour au sommaire](#)

09)- Le plan de lutte contre la pauvreté. Il sera présenté en septembre et mis en place en 2019. Le but du président : ne pas vivre mieux dans la pauvreté mais sortir de la pauvreté.

Autres sujets abordés : la peur civilisationnelle, le terrorisme, l'Islam, les migrants, l'Europe. Avant de conclure sur le fait qu'il croyait que la France n'était pas devenue une puissance moyenne et qu'elle avait les possibilités, les atouts pour rester une puissance du XXIème siècle. **M. Macron :** « *Notre seule idéologie, c'est la grandeur de la France. [Il nous faut un] patriotisme nouveau, réinventé, vivifié* ».

[https://www.nouvelobs.com/politique/20180709.OBS9395/capitalisme-populaire-regles-pour-l-islam-ce-qu-il-faut-retenir-du-congres-de-macron.html#xtor=EPR-2-\[ObsActu17h\]-20180709](https://www.nouvelobs.com/politique/20180709.OBS9395/capitalisme-populaire-regles-pour-l-islam-ce-qu-il-faut-retenir-du-congres-de-macron.html#xtor=EPR-2-[ObsActu17h]-20180709)

(Source : www.nouvelobs.com du 09/07/2018, Timothée Villars)

● **Edouard Philippe loue la "ténacité" du gouvernement face à "la colère"**

Le 07/07/18, le premier ministre **Edouard Philippe** s'est exprimé sur l'action de son gouvernement à l'occasion des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence. Il a déclaré que la « *ténacité* » du gouvernement était la solution pour « *gagner la course contre la montre face à la colère des citoyens* ». **M. Philippe :** « *Dans ce monde qui est marqué à son commencement par la colère, ce qui paye in fine, ce qui assure et la gloire et le succès, c'est la ténacité. [...] Le monde qui vient est un monde dangereux pas seulement sur le mode de la remise en cause du multilatéralisme et des guerres économiques. [...] C'est aussi un monde dangereux tout court. Et dans un monde dangereux tout court, il est préférable d'être stable sur ses appuis et préparé* ». M. Philippe a estimé que la colère qui traverse aujourd'hui les sociétés est « *potentiellement dévastatrice* ». Selon lui, pour résoudre les problèmes, il faut « *regarder avec lucidité la situation du pays telle qu'elle est* ». La situation, précisément n'est pas, toujours d'après le premier ministre « *réjouissante* ». Pourquoi ? Parce que la France est un pays où, face à des décisions difficiles à assumer et à expliquer, on a préféré « *une forme de renoncement* », et ce depuis très longtemps. Or le but du gouvernement est de faire de l'Hexagone le pays « *le plus compétitif et le plus attractif d'Europe* ». Cette intervention faisait suite à un sondage publié le 05/07/18 et réalisé par **Elabe**, qui montre une baisse de popularité au mois de juin du président Macron (34 % de gens lui faisant confiance) et du premier ministre (31 %), soit une baisse de six points pour les deux en un mois.

<https://www.lejdd.fr/politique/edouard-philippe-loue-la-tenacite-du-gouvernement-face-a-la-colere-3703997>

Source : www.lejdd.fr du 07/07/2018, Arnaud Focraud)

[Retour au sommaire](#)

● **La baisse des exportations plombe le commerce extérieur français**

Le 06/07/18, **les Douanes** ont rendu publics les chiffres du commerce extérieur français, qui connaît de sérieuses difficultés, avec un déficit commercial à 6 milliards d'euros. Ce sont « *de mauvaises performances* », dans un contexte hexagonal de ralentissement économique au cours du premier semestre. Les prévisions de croissance pour 2018 ont d'ailleurs été revues à la baisse par l'Insee (1,7 %) et la Banque de France (1,8 %). Pour rappel, la croissance avait été de 2,3 % en 2017. **Les exportations :** elles ont reculé (- 2 %, contre + 2,9 % en avril). **Les importations,** elles, se sont stabilisées (- 0,1 %, après 2,8 %). Sur les douze derniers mois, le déficit cumulé s'établit à 61,6 milliards d'euros (63,1 milliards d'euros en 2017). Pour les cinq premiers mois de 2018, le déficit cumulé (en données corrigées de variations saisonnières et des jours ouvrés) a atteint 27,1 milliards d'euros (après 29,2 milliards un an plus tôt). **Par secteurs : 01)-** Les ventes de l'industrie aéronautique, après avoir connu un pic en avril, ont subi un ralentissement. **Les Douanes :** « *En mai, les livraisons d'Airbus atteignent 1,6 milliard d'euros pour 22 appareils (dont aucun A380), contre 2,6 milliards d'euros en avril pour 26 appareils (dont trois A380)* ». **02)-** L'industrie automobile. Elle a connu une détérioration avec un reflux des ventes et une progression des achats. **03)-** Les équipements électroniques, informatiques et électriques, ainsi que les machines industrielles, ont vu aussi leur déficit se détériorer à cause d'une hausse des achats « *car les ventes se maintiennent globalement à un haut niveau* ». **04)-** Les produits énergétiques. Ce sont les seuls dont la balance commerciale s'est améliorée. **Par zones géographiques : 01)-** On note un fort repli en mai, après un pic en avril, concernant le Proche et Moyen-Orient. C'est l'effet du contrecoup des grosses livraisons aéronautiques vers le Qatar. **02)-** L'Asie. Là également le déficit s'est dégradé « *sous l'effet conjugué de*

la baisse des exportations, après le rebond marqué d'avril, et d'une hausse des importations ». Les Douanes font remarquer que s'est produite une contraction des ventes aéronautiques à destination de la Chine, du Vietnam, de Singapour et de la Corée du Sud. **03)-** Vis-à-vis de l'Union européenne (UE), le solde est en amélioration en mai. En effet, la France importe moins de produits issus des pays membres de l'UE. L'ensemble de ces résultats représente « *un mauvais signal* » pour l'Exécutif qui entend favoriser les exportations des entreprises hexagonales. **La Tribune** : « *Même si la conjoncture a été très favorable en 2017 avec une croissance très favorable, le déficit commercial s'est encore creusé de 25 % ces deux dernières années, au point de peser sur le PIB d'environ 0,6 point par an* ».

<https://www.latribune.fr/economie/france/la-baisse-des-exportations-plombe-le-commerce-exterieur-francais-784343.html>

(Source : www.latribune.fr du 06/07/2018, Grégoire Normand)

● **Inégalités : la France gangrenée par le déterminisme social**

Le think tank (laboratoire d'idées en bon français) **France Stratégie** vient de publier une étude intitulée « *Nés sous la même étoile ? Origine sociale et niveau de vie* ». Pour rappel, France Stratégie est rattaché à Matignon. L'étude s'est servie de données administratives « *nouvelles* » qui ont permis d'analyser la situation de 80 000 Français âgés de 27 à 44 ans. Il en ressort que l'Hexagone est une société « *figée* » qui, si elle réduit relativement bien la pauvreté et les inégalités sociales grâce à sa politique sociale, est à la peine quand il s'agit de s'attaquer aux inégalités des chances « *mesurées par les inégalités de niveau de vie après redistribution observées en fonction de l'origine de la catégorie socioprofessionnelle du père (celle de la mère n'est pas prise en compte, car elles sont nombreuses à ne pas avoir eu d'activité)* ». **Clément Dhébécourt**, auteur de l'étude : « *Dans les générations qui ont aujourd'hui entre 30 et 45 ans, l'accès à un niveau de vie élevé comme le risque d'être en situation de pauvreté varient fortement selon l'origine sociale* ». Un constat déjà fait par le passé, mais dont l'ampleur, aujourd'hui, est conséquente. Ainsi, un enfant de cadre supérieur possède 4,5 fois plus de chance qu'un enfant d'ouvrier d'appartenir aux 20 % des Français les plus aisés, et 20 fois plus de chances d'appartenir aux 1 % des Français les mieux lotis parmi les plus aisés. La situation est différente toutefois selon les professions. **Les plus favorisés : 01)-** Ceux dont le père exerce ou exerçait une profession libérale. Ils ont une chance sur deux de faire partie des 20 % les plus aisés, contre une chance sur quatorze d'être dans les 20 % les plus modestes. **02)-** Ceux dont le père est ou a été chef d'entreprise de plus de 10 salariés ou cadre supérieur : deux chances sur cinq d'appartenir aux 20 % les plus aisés, contre une chance sur dix d'être parmi les plus modestes. **03)-** Ceux dont le père est ou a été professeur : 40 % de chance d'appartenir au 20 % les plus aisés. Par contre, pour ceux dont le père est ou a été ouvrier agricole, les chances d'appartenir aux 20 % les plus aisés tombent à moins de 10 %. La première cause, et la plus importante, des inégalités, est donc l'origine sociale. Plus que l'âge ou l'origine migratoire. **L'étude** : « *À sexe, âge et origine migratoire identiques, l'écart moyen de niveau de vie entre un enfant de cadre et un enfant d'ouvrier non qualifié s'élève à 1 000 euros par mois. Par comparaison, l'écart moyen toutes choses égales par ailleurs (en particulier à origine sociale identique) entre une personne sans ascendance migratoire et une personne descendant d'immigré d'Afrique subsaharienne ou du Maghreb est de 150 euros* ». On notera cependant que l'origine migratoire joue davantage que l'âge ou le sexe. **L'étude** : « *La probabilité augmente d'environ 10 à 12 points de pourcentage pour les descendants d'immigrés non européens par rapport aux personnes sans ascendance migratoire, mais diminue de 4 points pour les descendants d'immigrés européens. Toutefois, l'effet lié à l'origine sociale reste deux fois plus important* ».

[Retour au sommaire](#)

De l'importance du diplôme. Pour moitié, dit France Stratégie, les inégalités de niveau de vie en fonction de l'origine sociale s'expliquent par le niveau de diplôme. **L'étude** : « *C'est parce que les enfants d'ouvriers se mettent plus souvent en couple entre eux et que les enfants de cadres supérieurs font de même, et parce que la réussite scolaire est moins*

élevée chez les premiers que les seconds, qu'un enfant d'ouvrier a moins de chances d'être en couple avec un bachelier qu'un enfant de cadre, quand bien même les deux ont atteint le même niveau de diplôme ». Autres facteurs jouant un rôle concernant les diplômes (ce sont des hypothèses émises dans le rapport) : l'analyse par diplôme serait réalisée à un niveau de nomenclature « *trop grossier* » (par exemple, ne sont pas distinguées les filières précises qui sont suivies et plus ou moins valorisées sur le marché du travail) ; il est possible que les personnes d'origine la plus modeste sachent moins mettre en valeur leur diplôme, qu'ils soient en manque d'un réseau social susceptible de les aider, etc. Sans compter des dimensions qui ne sont pas prises en compte comme le patrimoine hérité « *qui est susceptible d'apporter des revenus supplémentaires* ». Pour l'étude, la priorité devrait être accordée à la qualité de l'enseignement. De nombreuses autres études montrent que l'on obtient de meilleurs résultats dans la réduction des inégalités quand des efforts sont entrepris dans la petite enfance. Et si le dédoublement des classes de CP puis de CE1 à partir de la rentrée prochaine dans les quartiers qualifiés de « *difficiles* » va dans le bon sens, cette politique devrait certainement être étendue.

http://www.lepoint.fr/economie/inegalites-la-france-gangrenee-par-le-determinisme-social-06-07-2018-2233840_28.php

(Source : www.lepoint.fr du 06/07/2018, Marc Vignaud)

● Des REP aux grandes écoles, le succès des prépas « égalité des chances »

La convention éducation prioritaire (CEP, mis en place en 2001 par Science Po) permet chaque année à des lycéens issus des REP (réseau éducation prioritaire) d'accéder à Science Po. Après un examen en trois temps : **01)**- un dossier de presse rédigé ; **02)**- un oral dans leur lycée d'origine ; **03)**- un oral à Science Po même. **Le but** : combattre les inégalités d'accès aux grandes écoles, étendre la diversité sociale dans cette grande école. Le parcours est cependant difficile. En 2017, le taux d'admission en CEP à Science Po Paris était de 15,8 %, soit 158 étudiants admis. Mais les lycéens qui réussissent ainsi sont encore trop peu nombreux. **Nassim Larfa**, président d'Ambition Campus : « *La France a un vrai problème avec l'égalité des chances, surtout au moment de l'accès à l'enseignement supérieur* ». Certaines études vont dans le même sens que lui, expliquant combien la France est en retard en la matière. **M. Larfa** : « *Selon les enquêtes Pisa, la France est le pays dans lequel l'origine sociale a le plus de poids sur les performances des élèves. Seulement un étudiant sur dix est un enfant d'ouvrier, alors que ces derniers représentent 30 % des 18-23 ans dans la population* ». Même son de cloche chez l'association « La chance aux concours ». **David Allais**, directeur général : « *On est là parce qu'il n'y a rien à côté. Si un jour les jeunes n'ont plus besoin de notre association, on sera ravis d'arrêter* ». Car les classes préparatoires privées (Ipesup ou ISTH) sont payantes (plusieurs milliers d'euros par an) et restent inaccessibles aux enfants des classes sociales les plus modestes. D'autres facteurs contribuent à cette situation : l'autocensure ou le manque de confiance en soi, un manque de culture générale, un capital culturel « *encore beaucoup trop inégalitaire* ». **M. Larfa** : « *Les prépas dans notre genre restent marginales et mal connues* ». **M. Allais**, lui, précise que les associations d'entraide étudiantes suppléent à un défaut de l'État : « *Tant que l'inégalité dans l'éducation ne sera pas prise en charge dès la maternelle, et par l'Éducation nationale, le problème ne sera pas résolu* ».

http://www.lepoint.fr/education/des-rep-aux-grandes-ecoles-le-succes-des-prepas-egalite-des-chances-06-07-2018-2233826_3584.php

(Source : www.lepoint.fr du 06/07/2018, Louis Cahuneau)

[Retour au sommaire](#)

● Pauvreté : la majorité se défend d'avoir reporté le plan à cause de la Coupe du monde

Agnès Buzyn, ministre de la Santé, a déclaré sur LCI que la date de présentation du plan pauvreté du gouvernement, qui devait avoir lieu dans la semaine du 9 au 13 juillet, serait reportée en septembre. La raison citée par **le JDD** : « *Agnès Buzyn [a] annoncé que la date de présentation du plan pauvreté, initialement prévue la semaine prochaine, serait sûrement décalée en cas de qualification de l'équipe de France en demi-finale de la Coupe du monde. Emmanuel Macron a en effet promis de se rendre en Russie à partir de ce stade [de]*

la compétition ». Devant les réactions provoquées par cette déclaration, **Benjamin Griveaux**, porte-parole du gouvernement, a déclaré : « Si quelqu'un peut sérieusement penser qu'on reporte un plan aussi important en raison du foot, c'est qu'il est dans la polémique. [Il y a une] concertation importante avec l'ensemble du monde associatif, [...] c'est aussi un sujet de discussion avec les départements, qui ont un rôle important à jouer sur les questions de RSA, d'aide sociale à l'enfance. [...] Le président de la République veut faire (du plan pauvreté, NDLR) un temps important à la rentrée, [et] le temps de la mise en œuvre sera au 1er janvier 2019 comme prévu ». De même **Stanislas Guerini**, porte-parole du groupe LREM à l'Assemblée nationale, est intervenu : « Pour le plan pauvreté, des mesures sont toujours en cours d'arbitrage. [...] On prend le temps de préparer des réformes fondamentales ». **Les réactions** : **Éric Pliez**, président du Samu social de Paris : « [C'est un] très mauvais signal ». **François Soulage**, président du collectif Alerte : « Placer le foot avant les sujets de fond, en termes de communication, c'est désastreux. [Avec ce report,] on perd l'occasion de démarrer dès la rentrée ». **Laurent Wauquiez**, présidents des Républicains : « [Cet épisode est] très représentatif de ce tout communication qui s'est installé ». **Une source gouvernementale** (non précisée dans l'article) à l'AFP : « Le football n'est évidemment pas la seule raison pour un report. Mais c'est sûr qu'on ne fait pas une annonce de cette ampleur un jour de foot ».

<https://www.lejdd.fr/politique/pauvrete-la-majorite-se-defend-davoir-reporte-le-plan-a-cause-de-la-coupe-du-monde-3703214>

(Source : www.lejdd.fr du 06/07/2018, Alexis Boisselier)

COTISATIONS SECURITE SOCIALE

● Le nombre d'allocataires de minima sociaux en baisse pour la première fois depuis 2008

Selon la **DREES** (direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques), le nombre d'allocataires des minima sociaux a baissé. Fin 2016, il y avait 4,15 millions d'allocataires, soit (hors allocation temporaire d'attente et allocation pour demandeur d'asile) une baisse de 1,8 % sur un an. Cette baisse est une première en huit ans. Dans le détail, la croissance du nombre d'allocataires a ralenti ces dernières années : + 4,4 % en 2012, + 4,7 % en 2013, + 2,7 % en 2014, + 1,6 % en 2015. La raison : **le RSA** à lui seul. En 2015, 1,95 million de foyers le percevaient, ils étaient 1,86 million en 2016 (- 4,3 %). Les chiffres de la DREES confirment ceux qu'avaient déjà communiqués la CAF début 2017. Qui sort du RSA : Les jeunes principalement. Par âges : les moins de 30 ans (- 9,3 %), ceux entre 30 et 49 ans (- 4,3 %), ceux de 50 à 59 ans (- 0,6 %). **La DREES** : « La moindre croissance des effectifs du RSA de 2013 à 2015 et la baisse de 2016 s'expliquent tout d'abord par la moindre dégradation du marché du travail entre fin 2012 et fin 2015, puis par son amélioration sur l'année 2016. [...] La mise en place de la prime d'activité au 1er janvier 2016, qui a remplacé le RSA activité, contribue en partie également à la baisse des effectifs du RSA en 2016 ». Ont aussi baissé **l'ASS** (allocation de solidarité spécifique pour les personnes ayant épuisé leur droit au chômage, - 3,9 %), **le minimum vieillesse** (stable). Seule **l'AAH** (allocation adulte handicapé) connaît une hausse depuis 2013 à un rythme moyen de + 2,3 % par an.

https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/0301932377368-le-nombre-dallocataires-de-minima-sociaux-en-baisse-pour-la-premiere-fois-depuis-2008-2190323.php#xtor=EPR-7-%5Bmatinale%5D-20180706-%5BProv_%5D-1413980

(Source : www.lesechos.fr du 06/07/2018, Florian Maussion)

[Retour au sommaire](#)

FISCALITE

● Fraude fiscale : le Sénat a voté le desserrement du "verrou de Bercy"

Le 04/07/2018, le Sénat a voté « le desserrement du verrou de Bercy ». Qu'est-ce que le verrou de Bercy ? Le monopole pour le fisc des poursuites pénales en cas de fraude. Ce verrou devrait être remplacé par un mécanisme qui réserve le « cumul des sanctions administrative et pénale » aux cas de fraudes les plus graves. Mais le texte ne fait que débiter son parcours parlementaire, car il doit être maintenant présenté en première lecture à l'Assemblée nationale.

[https://www.challenges.fr/economie/fiscalite/fraude-fiscale-le-senat-a-vote-le-desserrement-du-verrou-de-bercy_598815#xtor=EPR-1-\[ChaActu10h\]-20180704](https://www.challenges.fr/economie/fiscalite/fraude-fiscale-le-senat-a-vote-le-desserrement-du-verrou-de-bercy_598815#xtor=EPR-1-[ChaActu10h]-20180704)

(Source : www.challenges.fr du 04/07/2018, avec AFP)

LA VIE DES ENTREPRISES

● Pour Airbus, 37.390 avions neufs vont être vendus d'ici à 2037

Le 06/07/18, **Airbus** a annoncé la révision à la hausse de ses prévisions de marché à 20 ans. Pour Airbus, 37 390 avions devraient être achetés d'ici 2037 (+ 2 500 avions que prévu en 2017). Un marché évalué à 5 800 milliards de dollars. La raison : l'augmentation du trafic passagers (+ 4,4 % en moyenne par an au cours des 20 prochaines années).

<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/pour-airbus-37-390-avions-neufs-vont-etre-vendus-d-ici-a-2037-784344.html>

(Source : www.latribune.fr du 06/07/2018, Fabrice Gliszczynski)

● Blanchiment, terrorisme : Crédit Mutuel écope d'un blâme et d'un million d'euros d'amende

Le **Crédit Mutuel** a été condamné à un blâme et un million d'euros d'amende par l'**ACPR** (autorité de contrôle prudentiel et de résolution). La raison : des manquements aux obligations strictes en matière de vérification de l'identité des clients, de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, de déclaration de soupçon auprès de Tracfin en cas de transactions suspectes. La réaction du Crédit Mutuel : le groupe a pris acte de la décision, et insiste sur les « *mesures correctives et de renforcement de moyens* » prises par la suite et dont la commission des sanctions de l'ACPR a tenu compte.

<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/blanchiment-terrorisme-credit-mutuel-ecope-d-un-blame-et-d-un-million-d-euros-d-amende-784345.html>

(Source : www.latribune.fr du 06/07/2018, Delphine Cuny)

LA VIE DES DEPARTEMENTS

● Yvelines. Conflans : 500 emplois espérés avec la nouvelle zone d'activités

La friche industrielle **Thomson** va être transformée. Plusieurs ensembles vont être réalisés : un parc d'activités dédiés au bâtiment et à la bureautique, des commerces dédiés à l'équipement de la maison ou du bricolage. Le projet devrait générer 500 emplois. L'ouverture est attendue pour 2020. **Laurent Brosse** (DVD), maire de Conflans : « *Le site Thomson est en friche depuis 2010, la concrétisation de ce projet permet de relancer l'attractivité de la zone des Boutries. [...] La zone est située en bordure de la N 184, ainsi les enseignes auront un rayonnement qui ira bien au-delà de Conflans* ».

[http://www.leparisien.fr/yvelines-78/conflans-500-emplois-esperes-avec-la-nouvelle-zone-d-activites-06-07-2018-7810017.php#xtor=EREC-1481423601-\[NL78\]---\\${ id connect hash}@1](http://www.leparisien.fr/yvelines-78/conflans-500-emplois-esperes-avec-la-nouvelle-zone-d-activites-06-07-2018-7810017.php#xtor=EREC-1481423601-[NL78]---${ id connect hash}@1)

(Source : www.leparisien.fr du 06/07/2018, Yves Fossey)

● Vers un été touristique record à Paris ?

Tous les indicateurs sont optimistes pour le tourisme dans la capitale. **Jean-François Martins** (Radical de gauche, centre et indépendants), adjoint chargé du sport et du tourisme : « *Paris devrait accueillir près de 9 millions de touristes cet été, contre 8,2 millions l'été dernier* ». Avant d'ajouter que Paris est la ville qui accueille le plus de visiteurs au monde (environ 30 millions de touristes chaque année). Par nationalités, au 1^{er} trimestre 2018 : les Espagnols (+ 31,7 %), les Allemands (+ 31,4 %), les Italiens (+ 28 %), les Japonais (+ 20,5 %), les Américains (+ 14,4 %).

[http://www.leparisien.fr/paris-75/paris-vers-un-ete-touristique-record-06-07-2018-7810020.php#xtor=EREC-1481423604-\[NL75\]---\\${ id connect hash}@1](http://www.leparisien.fr/paris-75/paris-vers-un-ete-touristique-record-06-07-2018-7810020.php#xtor=EREC-1481423604-[NL75]---${ id connect hash}@1)

(Source : www.leparisien.fr du 06/07/2018, Philippe Baverel)

[Retour au sommaire](#)

Le.Crible, la lettre d'information hebdomadaire de l'Urssaf Ile-de-France. En ligne tous les mardis
Directeur de publication : Didier Malric
Rédacteur en chef : Eric Tessier
Contact : eric.tessier@urssaf.fr

Si vous ne désirez plus recevoir cette newsletter, merci d'envoyer un mail à l'adresse suivante : eric.tessier@urssaf.fr

A l'inverse, si vous n'êtes pas abonné(e) et désirez l'être, merci d'envoyer un mail à la même adresse : eric.tessier@urssaf.fr

Si vous êtes abonné(e) et changez d'adresse électronique, et si vous souhaitez rester abonné(e), merci d'envoyer votre nouvelle adresse électronique à la même adresse : eric.tessier@urssaf.fr